

Brochure n° 3099

**Convention collective nationale**

IDCC : 1424. – **RÉSEAUX DE TRANSPORTS PUBLICS URBAINS  
DE VOYAGEURS**

**(5<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)**

---

**ACCORD DU 15 MARS 2006**

**RELATIF À LA DURÉE DU MANDAT DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL**

NOR : *ASET0650461M*

IDCC : 1424

Les partenaires sociaux réunis le 17 janvier 2006 en commission paritaire nationale des transports urbains de voyageurs ;

Considérant l'article 96 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises,

Décident :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Durée du mandat des représentants du personnel*

Par dérogation aux articles L. 423-16, L. 433-12 et L. 435-4 du code du travail relatifs aux élections des délégués du personnel, des membres du comité d'entreprise ou d'établissement et des membres du comité central d'entreprise, et à défaut d'accord d'entreprise ou d'établissement prévoyant une disposition différente, la durée du mandat des représentants du personnel dans l'entreprise ou l'établissement est fixée à deux ans.

La présente modification est applicable à la durée des mandats des représentants du personnel élus lors des premières élections suivant la date de signature du présent accord.

## **Article 2**

*Modification de l'article 51 « Conseil de discipline » de la convention collective nationale des réseaux de transport public urbain de voyageurs*

Le b du 1 de l'article 51 de la convention collective nationale des réseaux de transport public urbain de voyageurs est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« – b) Trois membres d'une des catégories du personnel indiqué ci-dessous, élus par les agents de leur catégorie et siégeant pour les affaires concernant lesdits agents. Ils sont élus pour la même durée que les représentants du personnel dans l'entreprise. Les élections de membres du conseil de discipline ont lieu à la même date que celles des représentants du personnel dans l'entreprise. »

## **Article 3**

*Bilan d'application*

Après 5 années d'application du présent accord, un bilan en sera établi par la branche et soumis à la commission paritaire nationale des transports urbains de voyageurs pour étudier les éventuelles suites à donner.

## **Article 4**

*Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur à compter de sa signature.

## **Article 5**

*Publicité et dépôt*

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 132-10 et L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 15 mars 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Union des transports publics (UTP).

### **Syndicats de salariés :**

Fédération générale des transports CFTC ;

Fédération nationale des cadres des transports et du tourisme CFE-CGC ;

Fédération nationale des syndicats des transports CGT ;

Fédération nationale Force ouvrière des transports CGT-FO ;

Fédération nationale des chauffeurs routiers poids lourds et assimilés (FNCR).